



**Rapport Financier  
Semestriel  
2015**

## **SOMMAIRE**

<b>DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL</b>	<b>3</b>
<b>RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE</b>	<b>4</b>
<b>COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES</b>	<b>7</b>
<b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014</b>	<b>43</b>

## **DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

---

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Chailley, le 2 novembre 2015

**Joël MARCHAND**  
**Directeur Général**

## RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIELLE

---

### FAITS MARQUANTS

A l'issue de longues discussions avec les créanciers du Groupe, un protocole de conciliation signé en date du 30 juin 2015 a été homologué par le Tribunal de Commerce de Sens fin juillet.

Ce protocole constitue une étape majeure dans la reconstitution des fonds propre de DUC puisqu'il valide à la fois divers abandons de créances, un moratoire sur 7 ans pour les dettes fiscales et sociales, mais également des augmentations de capital et une subvention de France AgriMer.

En termes d'activité, le premier semestre a été plutôt atone dans un marché perturbé avec des accords en grande distribution déstabilisant pour les fournisseurs.

La reprise par le groupe CASINO d'un site industriel appartenant à GASTRONOME est une mauvaise nouvelle pour DUC qui va perdre le marché des MDD certifiées dans cette enseigne.

Les efforts fournis pour développer l'export ont commencé à porter leurs fruits avec la mise en place d'un courant d'affaires régulier avec des clients chinois en leur commercialisant des ailes de poulet congelées. La fin du semestre a été un peu compliquée par la dégradation de la situation économique en Asie.

### Activité et résultats consolidés - présentation IFRS (en milliers d'euros)

Les comptes consolidés condensés du Groupe publiés au titre de l'exercice 2015 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et à leurs interprétations (\*).

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2015 au 30/06/2015 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

### Chiffre d'affaires comparatif

(en millions d'euros)	2015	2014	Variation en %
Premier trimestre	44,41	45,59	-2,59%
Deuxième trimestre	47,19*	47,22	-0,05%
1er semestre	91,61*	92,81	-1,30%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe DUC au 30 juin 2015 s'élève donc à 91,61 millions d'euros, en légère baisse par rapport à la même période en 2014 (-1,30%).

L'activité du Groupe DUC se contracte de manière moins importante que les semestres précédents. Les volumes en « RHF Surgelé » sont en fort repli avec des prix tirés à la baisse par une concurrence exacerbée des produits d'importation.

Les marchés exports ont été perturbés en fin de 2<sup>ème</sup> trimestre et notamment en Chine avec le ralentissement constaté de l'économie chinoise.

Suite aux accords en grande distribution et à l'implication de certains distributeurs dans la partie industrielle en aviculture, la période actuelle laisse planer des incertitudes quant aux volumes futurs.

L'activité en Bulgarie, à marque DUC, continue quant à elle à bien se développer.

#### Compte de résultat comparatif

(en K€)	30/06/2015	30/06/2014*	31/12/2014**
<b>Chiffre d'affaires</b>	91.609	92.811	185.316
<b>Résultat opérationnel courant</b>	(952)	(1.412)	(2.554)
<b>Résultat opérationnel</b>	(1.068)	(1.714)	(3.068)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	(293)	(281)	(506)
<b>Résultat net</b>	(1.335)	(2.455)	(3.781)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	(1.373)	(2.483)	(3.842)
<b>Résultat net par action (en €)</b>	(0.77)	(1.40)	(2.16)

\* Les données comparatives du 1<sup>er</sup> semestre 2014 ont été retraitées de l'application retrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et de la prise en compte de la réévaluation des terrains.

\*\* Les données comparatives de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les comptes semestriels consolidés font apparaître un résultat opérationnel courant négatif à hauteur de 952 K€, contre un résultat négatif à hauteur de 1.412 K€ au 30 juin 2014.

Le résultat net s'établit, quant à lui, à (1.335) K€, contre (2.455) K€ au premier semestre 2014.

#### Réalisation des investissements (en K€)

SITES	Budget 2015	Engagés et en cours au 30/06/2015
Charolles Accouvage (Charolles)	121	0
Drôme Accouvage (Crest)	63	14
Duc Chailley	2.000	383
Duc Gouaix	146	41
Duc Riec	273	190
Duc Siège	143	86
Duc St Bauzély	1.076	47
Nutri-Bourgogne	340	28
SCEA de Varennes	15	38
<b>TOTAL</b>	<b>4.177</b>	<b>827</b>

#### TENDANCES ET PERSPECTIVES

A la suite de l'homologation du protocole de conciliation, il est essentiel de redonner confiance aux différents partenaires de DUC et de mettre en œuvre le plus vite possible les investissements stratégiques.

Pour fin 2015, l'entreprise a pour objectif de lancer quatre investissements principaux. Le premier sur le process de fabrication d'aliment a été déclenché dès juillet et sera opérationnel pour la fin d'année. Deux autres dossiers concernant les ateliers de découpes de poulet pourraient être opérationnels au printemps 2016. Enfin, la demande en pattes de poulet sur le continent asiatique nécessite un investissement à Chailley que nous sommes en train de finaliser et qui permettra d'augmenter la collecte ainsi que la qualité des produits.

Globalement ces investissements sont destinés à améliorer considérablement la performance industrielle de DUC ainsi que les conditions de travail dans les ateliers.

En terme de couple produits/marchés, les exportations d'ailes et de cuisses s'orientent vers l'Asie et l'Afrique alors que sur le segment du frais nous souhaitons pénétrer les marchés d'Europe du Nord avec les gammes « FREE RANGE » non-OGM et sans antibiotique qui possèdent un maximum d'atouts pour le bien-être animal.

#### **REPARTITION DU CAPITAL AU 30 JUIN 2015**

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital
FINANCIERE DUC	807 797	43,37
VERNEUIL PARTICIPATIONS	463 158	24,87
<i>Sous-total Groupe Verneuil</i>	<i>1 270 955</i>	<i>68,24</i>
CEntrale Coopérative Agricole Bretonne	313 333	16,82
Public	192 073	10,31
Auto-détention	86 327	4.63
<b>TOTAL</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100,00</b>

#### **PARTIES LIEES**

Aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport au 31 décembre 2014. La convention de trésorerie conclue entre DUC et VERNEUIL PARTICIPATIONS telle que décrite dans le rapport financier annuel 2014 (déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2015) demeure inchangée.

#### **PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE**

Les principaux risques et incertitudes sont ceux décrits dans le rapport de gestion du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (« Analyse des risques de marché », page 16 du rapport financier annuel 2014 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai 2015) et dans l'annexe consolidée des comptes semestriels («1.6. Présentation des états financiers »).

## COMPTE SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

### A - Etat du résultat global

Données en K€	Notes	30/06/2015	30/06/2014 *	31/12/14 **
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	3.1, 19	91 609	92 811	185 316
Achats consommés	20	(46 744)	(47 370)	(95 260)
Charges externes	21	(25 884)	(25 895)	(52 462)
Impôts et taxes		(2 366)	(2 133)	(3 442)
Charges de personnel	23	(16 424)	(16 833)	(33 235)
Dotations aux amortissements	22	(1 361)	(1 269)	(2 599)
Dotations et reprises de provisions		(94)	(122)	(173)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	3.10, 3.11	350	(466)	(158)
Autres produits d'exploitation	24	285	194	772
Autres charges d'exploitation	25	(323)	(329)	(1 313)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>		<b>(952)</b>	<b>(1 412)</b>	<b>(2 554)</b>
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	26	(116)	(302)	(514)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	3.2	<b>(1 068)</b>	<b>(1 714)</b>	<b>(3 068)</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				13
Coût de l'endettement financier brut	27	(293)	(281)	(519)
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>		<b>(293)</b>	<b>(281)</b>	<b>(506)</b>
Autres produits financiers	3.3	7	4	5
Autres charges financières	3.3		(1)	
Impôt sur les résultats		19	(463)	(212)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES</b>				
<b>ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>		<b>(1 335)</b>	<b>(2 455)</b>	<b>(3 781)</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession				
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>		<b>(1 335)</b>	<b>(2 455)</b>	<b>(3 781)</b>
Part du groupe		(1 373)	(2 483)	(3 842)
Intérêts minoritaires		38	28	61
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	3.4, 28	(0,77)	(1,40)	(2,16)
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	3.4, 28	(0,77)	(1,40)	(2,16)
<b>Eléments non recyclables au compte de résultat</b>		<b>52</b>	<b>(297)</b>	<b>221</b>
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel		78	(446)	331
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables		(26)	149	(110)
<b>Eléments recyclables au compte de résultat</b>			<b>(615)</b>	<b>(615)</b>
- Réévaluation des terrains			(922)	(922)
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables			307	307
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>		<b>(1 283)</b>	<b>(3 367)</b>	<b>(4 175)</b>
Part du groupe		(1 321)	(3 395)	(4 236)
Intérêts minoritaires		38	28	61

\* Les données comparatives du 1er semestre 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015 et de la prise en compte de la réévaluation des terrains

\*\* Les données comparatives de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015

## B - Etat de la situation financière

ACTIF	Notes	30/06/2015	30/06/14 *	31/12/14 **
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>				
Goodwill				
Immobilisations incorporelles	3.5, 5	646	703	703
Immobilisations corporelles	3.6, 6	22 452	22 661	23 173
Immeubles de placement				
Participations entreprises associées				
Titres disponibles à la vente	7	2 091	2 239	1 978
Autres actifs non courants	3.20, 8			
Actifs d'impôts différés				
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>25 189</b>	<b>25 603</b>	<b>25 854</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>				
Actifs biologiques	3.10, 9	7 268	7 134	6 640
Stocks	3.11, 10	9 363	9 033	10 051
Clients et comptes rattachés	11	21 210	21 671	21 600
Actif d'impôt exigible	11		69	3
Autres actifs courants	11	6 951	6 528	8 066
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.13, 12	428	388	331
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>45 220</b>	<b>44 823</b>	<b>46 691</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>70 409</b>	<b>70 426</b>	<b>72 545</b>
PASSIF	Notes	30/06/2015	30/06/14 *	31/12/14 **
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
Capital émis	13	7 451	7 451	7 451
Autres réserves		(16 814)	(13 542)	(13 024)
Titres en auto-contrôle		(915)	(915)	(915)
Résultat de l'exercice		(1 373)	(2 483)	(3 842)
Capitaux propres part du groupe		(11 651)	(9 489)	(10 330)
Interêts minoritaires		442	403	404
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>(11 209)</b>	<b>(9 086)</b>	<b>(9 926)</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>				
Provisions à long terme	14	4 538	5 311	4 554
Emprunts et dettes financières à long terme	15	33	49	50
Passif d'impôts non courants	3.20, 8	21	22	22
Autres passifs non courants		2	2 002	2
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>4 594</b>	<b>7 384</b>	<b>4 628</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>				
Provisions à court terme	14	142	107	125
Emprunts à court terme	15	20 733	20 415	20 473
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	15	460	1 341	497
Fournisseurs et autres créateurs		28 565	27 402	29 154
Passif d'impôt courants		2 852	2 039	2 490
Autres passifs courants	16	24 272	20 824	25 104
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>77 024</b>	<b>72 128</b>	<b>77 843</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées				
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>70 409</b>	<b>70 426</b>	<b>72 545</b>

\* Les données comparatives du 1er semestre 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015 et de la prise en compte de la réévaluation des terrains

\*\* Les données comparatives de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015

## C - Tableau des flux de trésorerie consolidés

Données en K€	Notes	30/06/2015	30/06/14 *	31/12/14 **
<b>Résultat net de la période</b>		-1 335	-2 455	-3 781
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :				
- Perte de valeur des terrains en résultat			72	72
- Amortissements et provisions		1 440	1 188	2 555
- Variation des impôts différés		-26	456	197
- Moins-values de cession		11	134	126
Marge brute d'autofinancement		90	-605	-831
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	17	509	5 969	8 843
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>599</b>	<b>5 364</b>	<b>8 012</b>
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :				
Acquisition d'immobilisations incorporelles	5	-34	-40	-116
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	-665	-956	-3 163
Variation des autres immobilisations financières	7	-113	770	999
Cession d'immobilisations		104	5	225
Incidence des variations de périmètre				-32
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>-708</b>	<b>-221</b>	<b>-2 087</b>
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :				
Emissions d'emprunts		242	76	1 059
Remboursements d'emprunts		-49	-253	-670
Variation des comptes courants long terme				
Variation des autres dettes financières		-11	-14	-19
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>182</b>	<b>-191</b>	<b>370</b>
Incidence des variations de cours des devises				
<b>Variations de trésorerie</b>		<b>73</b>	<b>4 952</b>	<b>6 295</b>
Trésorerie d'ouverture	12	-18 684	-24 979	-24 979
Trésorerie de clôture	12	-18 611	-20 027	-18 684

\* Les données comparatives du 1er semestre 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015 et de la prise en compte de la réévaluation des terrains

\*\* Les données comparatives de l'exercice 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015

## D - Variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/13 **</b>	1 862 688	7 451	7 386	-22 353	2 536	-199	-915	<b>-6 094</b>	<b>375</b>	<b>-5 719</b>
Résultat net du 1er semestre 2014				-2 483				-2 483	28	-2 455
Autres éléments du résultat global					-615	-297		-912		-912
<i>Résultat global</i>				-2 483	-615	-297		-3 395	28	-3 367
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/14 *</b>	1 862 688	7 451	7 386	<b>-24 836</b>	<b>1 921</b>	<b>-496</b>	<b>-915</b>	<b>-9 489</b>	<b>403</b>	<b>-9 086</b>
Résultat net du 2ème semestre 2014				-1 359				-1 359	33	-1 326
Autres éléments du résultat global						518		518		518
<i>Résultat global</i>				-1 359		518		-841	33	-808
Variation de périmètre									-32	-32
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/14 **</b>	1 862 688	7 451	7 386	<b>-26 195</b>	<b>1 921</b>	<b>22</b>	<b>-915</b>	<b>-10 330</b>	<b>404</b>	<b>-9 926</b>
Résultat net du 1er semestre 2015				-1 373				-1 373	38	-1 335
Autres éléments du résultat global						52		52		52
<i>Résultat global</i>				-1 373		52		-1 321	38	-1 283
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 30/06/15</b>	1 862 688	7 451	7 386	<b>-27 568</b>	<b>1 921</b>	<b>74</b>	<b>-915</b>	<b>-11 651</b>	<b>442</b>	<b>-11 209</b>

\* Les données comparatives du 1er semestre 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015 et de la prise en compte de la réévaluation des terrains

\*\* Les données comparatives des exercices 2013 et 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2016

## **E - Notes annexes aux états financiers semestriels consolidés condensés au 30 juin 2015** (en milliers d'euros sauf indication différente)

### **1. INFORMATIONS GENERALES**

#### **1.1. Présentation du groupe**

La société Duc a été constituée le 25 août 1972 sous la forme d'une société à responsabilité limitée puis a été transformée le 30 décembre 1978 en société anonyme de droit français à conseil d'administration. La durée de la société a été fixée à 30 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et a été prorogée de 30 années par l'assemblée générale extraordinaire du 19 août 1996 et expirera le 7 octobre 2032 sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévues aux statuts. Le siège social est situé à Chailley (89770), Grande rue. La société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Joigny sous le numéro 722 621 166.

L'action Duc est cotée sur l'Eurolist d'Euronext Paris - compartiment C depuis 1998.

La Société DUC, mère du Groupe, est non seulement une société holding mais elle exerce également des activités économiques propres puisque DUC exploite les couvoirs de Charolles et de Crest ainsi que les unités d'abattage, de découpe et de conditionnement de volailles situées à Chailley, Saint Bauzély et Riec sur Belon, ainsi qu'une unité de transformation de produits élaborés à Gouaix.

DUC maîtrise en effet l'ensemble des paramètres de sa production de poulets, depuis la fabrication de l'aliment destiné à ses volailles jusqu'au conditionnement et la commercialisation en passant par la reproduction, l'accouvage, l'élevage, l'abattage et la transformation.

Les éleveurs sont des prestataires de service liés par un contrat d'exclusivité à la Société DUC. Ils sont rémunérés en fonction de trois critères principaux qui sont leur performance, le respect du cahier des charges et la qualité des produits. DUC reste propriétaire du cheptel et fournit l'aliment aux éleveurs.

Cet aliment est fabriqué par la filiale NUTRI-BOURGOGNE, pour environ 98 % de la consommation, qui achète ses céréales auprès des agriculteurs locaux pour le blé et les pois, des grands groupes céréaliers français pour le maïs et des négociants internationaux pour le soja.

DUC se fournit en dindes auprès d'une filiale de la CECAB en volaille abattues et se charge des opérations de découpe et /ou de transformation puis de la commercialisation des produits.

Spécialiste de la volaille de qualité, DUC propose une gamme complète et variée de produits élaborés, certifiés et standards obéissant tous aux critères d'une filière réputée pour son exigence.

DUC commercialise les espèces de volailles poulet et dinde, en entier et en découpe.

Sa gamme est complétée avec des produits festifs (chapon et dinde entière) pour la période de Noël et « Les Estivales », produits pour le barbecue composés de brochettes, saucisses et produits épices.

DUC adapte ses gammes pour répondre aux évolutions du marché et confirmer sa présence sur tous les créneaux de consommation avec le développement des produits standards « 100 % végétal » et halal (abattage selon le rite musulman).

Le positionnement de la société DUC est essentiellement national et bien distinct de celui des produits standards puisque fondé sur une démarche de certification, reconnue et encadrée par le ministère de l'agriculture et de la pêche.

## **1.2. Faits majeurs de la période**

### **1.2.1. Généralités**

A l'issue de longues discussions avec les créanciers du Groupe, un protocole de conciliation signé en date du 30 juin 2015 a été homologué auprès du Tribunal de Commerce de Sens fin juillet.

Ce protocole constitue une étape majeure dans la reconstitution des fonds propre de DUC puisqu'il valide à la fois divers abandons de créances, un moratoire sur 7 ans pour les dettes fiscales et sociales, mais également une augmentation de capital et une subvention de France Agrimer.

En termes d'activité, le premier semestre a été plutôt atone dans un marché perturbé avec des accords en grande distribution déstabilisant pour les fournisseurs.

La reprise par le groupe CASINO d'un site industriel volaille appartenant à GASTRONOME est une mauvaise nouvelle pour DUC qui va perdre le marché des MDD Certifiées dans cette enseigne.

Les efforts fournis pour développer l'export ont commencé à porter leurs fruits avec la mise en place d'un courant d'affaires régulier avec la CHINE en ailes de poulet congelées. La fin du semestre a été un peu compliquée par la dégradation de la situation économique en Asie.

### **1.2.2. Usines d'aliment de Nutri-Bourgogne - Matières premières**

Ce début d'année 2015 a été marqué par une forte fluctuation du prix des matières premières. Le tonnage produits à fin juin s'élève à 73 826 tonnes.

### **1.2.3. Couvoir de Drôme Accouvage**

Le 1<sup>er</sup> semestre 2015 a vu la mise à niveau des capacités de climatisation dans la zone de stockage des œufs à couver.

## **1.3. Perspectives d'avenir**

A la suite de l'homologation du protocole de conciliation, il est essentiel de redonner confiance aux différents partenaires de DUC et de mettre en œuvre le plus vite possible les investissements stratégiques.

Pour fin 2015, l'entreprise a pour objectif de lancer 4 investissements principaux. Le premier sur le process de fabrication d'aliment a été déclenché dès juillet et sera opérationnel pour la fin d'année. Deux autres dossiers concernant les ateliers de découpes de poulet pourraient être opérationnels au printemps 2016.

Enfin la demande en pattes de poulet sur le continent asiatique nécessite un investissement à Chailley que nous sommes en train de finaliser et qui permettra d'augmenter la collecte ainsi que la qualité des produits.

Globalement ces investissements sont destinés à améliorer considérablement la performance industrielle de DUC ainsi que les conditions de travail dans les ateliers.

En terme de couple produits/marchés, les exportations d'ailes et de cuisses s'orientent vers l'Asie et l'Afrique alors que sur le segment du frais nous souhaitons pénétrer les marchés d'Europe du Nord avec les gammes « FREE RANGE » non-OGM et sans antibiotique qui possèdent un maximum d'atouts pour le bien-être animal.

## 1.4. Répartition du capital au 30 juin 2015

Actionnaires	Nombre de titres			% du capital
	Au porteur	Au nominatif	Total	
Financière Duc		807 797	807 797	43,37%
Verneuil Participations		463 158	463 158	24,87%
<i>Sous total Groupe Verneuil</i>		<b>1 270 955</b>	<b>1 270 955</b>	<b>68,23%</b>
CECAB		313 333	313 333	16,82%
Public	183 836	8 237	192 073	10,31%
Auto détention	86 327		86 327	4,63%
<b>TOTAL</b>	<b>270 163</b>	<b>1 592 525</b>	<b>1 862 688</b>	<b>100,00%</b>

Le Groupe DUC fait partie du périmètre de consolidation du Groupe Verneuil.

## 1.5. Principes comptables

Les comptes consolidés condensés du groupe publiés au titre de l'exercice 2015 sont établis conformément aux International Financial Reporting Standards adoptées au niveau européen et à leurs interprétations.

En particulier, les comptes intermédiaires du 01/01/2015 au 30/06/2015 sont établis selon les prescriptions de la norme IAS 34.

Les normes, interprétations et amendements aux normes publiées, qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015, n'ont pas d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2015.

## 1.6. Présentation des états financiers consolidés

### 1.6.1. Généralités

Les comptes consolidés comprennent ceux de Duc ainsi que ceux de ses sociétés affiliées.

Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4. Périmètre de consolidation.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur base du coût historique à l'exception des terrains évalués à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants à l'exception des actifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes à l'exception des passifs concernant des actifs non courants détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice qui sont présentés sur une ligne spécifique.

### 1.6.2. Comparaison des comptes

Les données comparatives 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015. L'application d'IFRIC 21 conduit à la comptabilisation immédiate et en totalité des taxes qui entrent dans son champ d'application, à la naissance de l'obligation telle que prévue par la législation fiscale.

Les comptes du 1er semestre 2014 ont également été retraités de l'impact de la réévaluation des terrains intervenue en 2014, suite à une expertise réalisée par un expert indépendant au 1<sup>er</sup> semestre 2014. Cette réévaluation entraîne une diminution de la valeur des terrains de 992 K€ dont 920 K€ ont été passés en réserves consolidées et 72 K€ en résultat.

Le passage des états publiés aux états présentés en comparatif sont les suivants :

#### **Retraitements des capitaux propres au 31 décembre 2013**

Données en K€	Capital	Primes	Réserves consolidées	Produits et charges non comptabilisés en résultat	Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	Titres en autocontrôle	Total Capitaux propres part du Groupe IFRS	Intérêts minoritaires IFRS	CAPITAUX PROPRES IFRS
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/13 (publié)</b>	<b>7 451</b>	<b>7 386</b>	<b>-22 752</b>	<b>2 536</b>	<b>-199</b>	<b>-915</b>	<b>-6 493</b>	<b>375</b>	<b>-5 719</b>
Ajustements IFRIC 21			399				399		399
<b>CAPITAUX PROPRES IFRS au 31/12/13</b>	<b>7 451</b>	<b>7 386</b>	<b>-22 353</b>	<b>2 536</b>	<b>-199</b>	<b>-915</b>	<b>-6 094</b>	<b>375</b>	<b>-5 719</b>

## Passage du compte de résultat publié vers le compte de résultat retraité

Données en K€	1er semestre 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Ajustements IAS 16	1er semestre 2014 retraité	Exercice 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Exercice 2014 retraité
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>92 811</b>			<b>92 811</b>	<b>185 316</b>		<b>185 316</b>
Achats consommés	(47 370)			(47 370)	(95 260)		(95 260)
Charges externes	(25 895)			(25 895)	(52 462)		(52 462)
Impôts et taxes	(1 669)	(464)		(2 133)	(3 397)	(45)	(3 442)
Charges de personnel	(16 833)			(16 833)	(33 235)		(33 235)
Dotations aux amortissements	(1 269)			(1 269)	(2 599)		(2 599)
Dotations et reprises de provisions	(122)			(122)	(173)		(173)
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	(466)			(466)	(158)		(158)
Autres produits d'exploitation	194			194	772		772
Autres charges d'exploitation	(329)			(329)	(1 313)		(1 313)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>(948)</b>	<b>(464)</b>		<b>(1 412)</b>	<b>(2 509)</b>	<b>(45)</b>	<b>(2 554)</b>
Autres produits opérationnels							
Autres charges opérationnelles	(230)		(72)	(302)	(514)		(514)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>(1 178)</b>	<b>(464)</b>	<b>(72)</b>	<b>(1 714)</b>	<b>(3 023)</b>	<b>(45)</b>	<b>(3 068)</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie					13		13
Coût de l'endettement financier brut	(281)			(281)	(519)		(519)
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(281)</b>			<b>(281)</b>	<b>(506)</b>		<b>(506)</b>
Autres produits financiers	4			4	5		5
Autres charges financières	(1)			(1)	(212)		(212)
Impôt sur les résultats	(156)		(307)	(463)			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence							
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>	<b>(1 612)</b>	<b>(464)</b>	<b>(379)</b>	<b>(2 455)</b>	<b>(3 736)</b>	<b>(45)</b>	<b>(3 781)</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de							
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>	<b>(1 612)</b>	<b>(464)</b>	<b>(379)</b>	<b>(2 455)</b>	<b>(3 736)</b>	<b>(45)</b>	<b>(3 781)</b>
Part du groupe	(1 640)	(464)	(379)	(2 483)	(3 797)	(45)	(3 842)
Intérêts minoritaires	28			28	61		61
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>(0,92)</b>	<b>(0,26)</b>	<b>(0,21)</b>	<b>(1,40)</b>	<b>(2,14)</b>	<b>(0,02)</b>	<b>(2,16)</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>(0,92)</b>	<b>(0,26)</b>	<b>(0,21)</b>	<b>(1,40)</b>	<b>(2,14)</b>	<b>(0,02)</b>	<b>(2,16)</b>
<b>Eléments non recyclables au compte de résultat</b>	<b>(297)</b>			<b>(297)</b>	<b>221</b>		<b>221</b>
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(446)			(446)	331		331
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	149			149	(110)		(110)
<b>Eléments recyclables au compte de résultat</b>				<b>(615)</b>	<b>(615)</b>		<b>(615)</b>
- Réévaluation des terrains				(922)	(922)		(922)
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables				307	307		307
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>(1 909)</b>	<b>(464)</b>	<b>(994)</b>	<b>(3 367)</b>	<b>(4 130)</b>	<b>(45)</b>	<b>(4 175)</b>
Part du groupe	(1 937)	(464)	(994)	(3 395)	(4 191)	(45)	(4 236)
Intérêts minoritaires	28			28	61		61

## Passage de l'état de la situation financière publié vers l'état de la situation financière retraité

ACTIF	1er semestre 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Ajustements IAS 16	1er semestre 2014 retraité	Exercice 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Exercice 2014 retraité
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>							
Goodwill	703			703	703		703
Immobilisations incorporelles	23 655		(994)	22 661	23 173		23 173
Immobilisations corporelles							
Immeubles de placement							
Participations entreprises associées							
Titres disponibles à la vente							
Autres actifs non courants	2 239			2 239	1 978		1 978
Actifs d'impôts différés							
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>26 597</b>		<b>(994)</b>	<b>25 603</b>	<b>25 854</b>		<b>25 854</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>							
Actifs biologiques	7 134			7 134	6 640		6 640
Stocks	9 033			9 033	10 051		10 051
Clients et comptes rattachés	21 671			21 671	21 600		21 600
Actif d'impôt exigible	69			69	3		3
Autres actifs courants	6 528			6 528	8 066		8 066
Trésorerie et équivalent de trésorerie	388			388	331		331
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>44 823</b>			<b>44 823</b>	<b>46 691</b>		<b>46 691</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>71 420</b>		<b>(994)</b>	<b>70 426</b>	<b>72 545</b>		<b>72 545</b>

PASSIF	1er semestre 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Ajustements IAS 16	1er semestre 2014 retraité	Exercice 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Exercice 2014 retraité
<b>CAPITAUX PROPRES</b>							
Capital émis	7 451			7 451	7 451		7 451
Autres réserves	(13 326)	399	(615)	(13 542)	(13 423)	399	(13 024)
Titres en auto-contôle	(915)			(915)	(915)		(915)
Résultat de l'exercice	(1 640)	(464)	(379)	(2 483)	(3 797)	(45)	(3 842)
Capitaux propres part du groupe	(8 430)	(65)	(994)	(9 489)	(10 684)	354	(10 330)
Interêts minoritaires	403			403	404		404
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(8 027)</b>	<b>(65)</b>	<b>(994)</b>	<b>(9 086)</b>	<b>(10 280)</b>	<b>354</b>	<b>(9 926)</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>							
Provisions à long terme	5 311			5 311	4 554		4 554
Emprunts et dettes financières à long terme	49			49	50		50
Passif d'impôts non courants	22			22	22		22
Autres passifs non courants	2 002			2 002	2		2
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>7 384</b>			<b>7 384</b>	<b>4 628</b>		<b>4 628</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>							
Provisions à court terme	107			107	125		125
Emprunts à court terme	20 415			20 415	20 473		20 473
Partie courante des emprunts et dettes financières Long terme	1 341			1 341	497		497
Fournisseurs et autres créateurs	27 402			27 402	29 154		29 154
Passif d'impôt courants	2 039			2 039	2 490		2 490
Autres passifs courants	20 759	65		20 824	25 458	(354)	25 104
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>72 063</b>	<b>65</b>		<b>72 128</b>	<b>78 197</b>	<b>(354)</b>	<b>77 843</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées							
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>71 420</b>		<b>(994)</b>	<b>70 426</b>	<b>72 545</b>		<b>72 545</b>

## Passage du tableau des flux de trésorerie publié vers le tableau des flux de trésorerie retraité

Données en K€	1er semestre 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Ajustements IAS 16	1er semestre 2014 retraité	Exercice 2014 publié	Ajustements IFRIC 21	Exercice 2014 retraité
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	(1 612)	(464)	(379)	(2 455)	(3 736)	(45)	(3 781)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :							
- Perte de valeur des terrains en résultat			72	72	72		72
- Amortissements et provisions	1 188			1 188	2 555		2 555
- Variation des impôts différés	149		307	456	197		197
- Plus-values de cession	134			134	126		126
Marge brute d'autofinancement	(141)	(464)		(605)	(786)	(45)	(831)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	5 505	464		5 969	8 798	45	8 843
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>5 364</b>			<b>5 364</b>	<b>8 012</b>		<b>8 012</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'invest.</b>	<b>(221)</b>			<b>(221)</b>	<b>(2 087)</b>		<b>(2 087)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(191)</b>			<b>(191)</b>	<b>370</b>		<b>370</b>
Incidence des variations de cours des devises							
<b>Variations de trésorerie</b>	<b>4 952</b>			<b>4 952</b>	<b>6 295</b>		<b>6 295</b>
Trésorerie d'ouverture	(24 979)			(24 979)	(24 979)		(24 979)
Trésorerie de clôture des activités poursuivies	(20 027)			(20 027)	(18 684)		(18 684)

### 1.6.3. Comptes proforma

Des comptes proforma sont établis en raison de la signature d'un protocole de conciliation en date du 30 juin 2015 et suivi de son homologation le 29 juillet 2015.

Ces comptes intègrent le soutien de la CECAB et du groupe AVRIL par des abandons partiels des encours fournisseurs.

Les comptes proforma sont les suivants :

## Etat du résultat global proforma

Données en K€	30/06/2015 proforma (1)	30/06/15 publié (2)	Différence (1)- (2)
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	91 609	91 609	
Achats consommés	(46 744)	(46 744)	
Charges externes	(25 884)	(25 884)	
Impôts et taxes	(2 366)	(2 366)	
Charges de personnel	(16 424)	(16 424)	
Dotations aux amortissements	(1 361)	(1 361)	
Dotations et reprises de provisions	(94)	(94)	
Variation des actifs biologiques et des stocks de produits finis	350	350	
Autres produits d'exploitation	285	285	
Autres charges d'exploitation	(325)	(323)	(2)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL COURANT</b>	<b>(954)</b>	<b>(952)</b>	<b>(2)</b>
Autres produits opérationnels	2 187		2 187
Autres charges opérationnelles	(116)	(116)	
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>1 117</b>	<b>(1 068)</b>	<b>2 185</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement financier brut	(293)	(293)	
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET</b>	<b>(293)</b>	<b>(293)</b>	
Autres produits financiers	7	7	
Autres charges financières			
Impôt sur les résultats	19	19	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
<b>RESULTAT NET AVANT RESULTAT DES ACTIVITES</b>			
<b>ARRETEES OU EN COURS DE CESSION</b>	<b>850</b>	<b>(1 335)</b>	<b>2 185</b>
Résultat net d'impôt provenant des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>RESULTAT NET DE LA PERIODE</b>	<b>850</b>	<b>(1 335)</b>	<b>2 185</b>
Part du groupe	812	(1 373)	2 185
Intérêts minoritaires	38	38	
<b>Résultat net de base par action (en euros)</b>	<b>0,46</b>	<b>(0,77)</b>	<b>1,23</b>
<b>Résultat net dilué par action (en euros)</b>	<b>0,46</b>	<b>(0,77)</b>	<b>1,23</b>
<b>Eléments non recyclables au compte de résultat</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	78	78	
- Effet d'impôt relatif aux éléments non recyclables	(26)	(26)	
<b>Eléments recyclables au compte de résultat</b>			
- Réévaluation des terrains			
- Effet d'impôt relatif aux éléments recyclables			
<b>RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE</b>	<b>902</b>	<b>(1 283)</b>	<b>2 185</b>
Part du groupe	864	(1 321)	2 185
Intérêts minoritaires	38	38	

## Etat de la situation financière proforma

ACTIF	30/06/2015 proforma (1)	30/06/15 publié (2)	Différence (1)-(2)
<b>ACTIFS NON-COURANTS</b>			
Goodwill			
Immobilisations incorporelles	646	646	
Immobilisations corporelles	22 452	22 452	
Immeubles de placement			
Participations entreprises associées			
Titres disponibles à la vente			
Autres actifs non courants	2 091	2 091	
Actifs d'impôts différés			
<b>TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>25 189</b>	<b>25 189</b>	
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Actifs biologiques	7 268	7 268	
Stocks	9 363	9 363	
Clients et comptes rattachés	21 077	21 210	(133)
Actif d'impôt exigible			
Autres actifs courants	6 951	6 951	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	428	428	
<b>TOTAL ACTIFS COURANTS</b>	<b>45 087</b>	<b>45 220</b>	<b>(133)</b>
Actifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>70 276</b>	<b>70 409</b>	<b>(133)</b>

PASSIF	30/06/2015 proforma (1)	30/06/15 publié (2)	Différence (1)-(2)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital émis	7 451	7 451	
Autres réserves	(16 814)	(16 814)	
Titres en auto-contrôle	(915)	(915)	
Résultat de l'exercice	812	(1 373)	2 185
Capitaux propres part du groupe	(9 466)	(11 651)	2 185
Interêts minoritaires	442	442	
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>(9 024)</b>	<b>(11 209)</b>	<b>2 185</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Provisions à long terme	4 538	4 538	
Emprunts et dettes financières à long terme	430	33	397
Passif d'impôts non courants	21	21	
Autres passifs non courants	2	2	
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>4 991</b>	<b>4 594</b>	<b>397</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Provisions à court terme	142	142	
Emprunts à court terme	20 733	20 733	
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	63	460	(397)
Fournisseurs et autres crébiteurs	26 252	28 565	(2 313)
Passif d'impôt courants	2 852	2 852	
Autres passifs courants	24 267	24 272	(5)
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>	<b>74 309</b>	<b>77 024</b>	<b>(2 715)</b>
Passifs concernant des actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>70 276</b>	<b>70 409</b>	<b>(133)</b>

#### **1.6.4. Continuité d'exploitation**

Les comptes de la société DUC SA ont été établis au 30 juin 2015 en application du principe de continuité de l'exploitation, compte tenu des éléments et hypothèses suivants :

- des augmentations de capital à souscrire.

Le conseil d'Administration du Groupe DUC décide à l'unanimité de mettre en œuvre, sous réserve de l'obtention du visa de l'AMF sur le prospectus et du vote favorable de l'assemblée générale extraordinaire sur les résolutions concernées prévue le 9 décembre 2015, des opérations d'augmentations de capital, l'une garantie à hauteur de 2,5 millions d'euros minimum par le Groupe Verneuil et mis à disposition dès le 31 octobre 2015 et l'autre par apport d'une créance en compte-courant. Elles devraient être réalisées d'ici fin juin 2016. Le Groupe DUC communiquera, en temps voulu et en conformité avec la réglementation en vigueur, sur le calendrier, le prix et les modalités de ces opérations.

- l'obtention (déjà actée) d'une subvention d'un montant de 700 000 euros (FranceAgrimer) pour son programme stratégique d'investissement, coordonné avec la reconstitution des fonds propres sociaux,
- un moratoire avec ses principaux créanciers au cours duquel les remboursements seront progressifs.
- Le soutien de la CECAB et du groupe AVRIL par des abandons partiels de leurs en-cours fournisseurs acté dans le protocole de conciliation
- L'obtention d'un préfinancement du CICE 2015 à l'identique de 2014.

L'ensemble de ces mesures et la réalisation d'un EBITDA 2015 positif constituent les conditions nécessaires permettant d'assurer le financement des besoins d'exploitation et des investissements et par voie de conséquence de lever l'incertitude portant sur la continuité d'exploitation.

## **2. MODALITES DE CONSOLIDATION**

### **2.1. Estimations de la Direction**

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, tels que les amortissements et les provisions, sur l'information financière relative aux actifs et passifs éventuels à la date d'arrêté des comptes consolidés et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice. Ces estimations sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des impôts différés, de la valorisation des actifs corporels et incorporels, de la valorisation des titres de participation et des provisions.

## **2.2. Règles de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un autre Groupe sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure à 20%, sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement et dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

## **2.3. Date d'arrêté des comptes**

Toutes les sociétés du Groupe ont un exercice annuel qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et se clôture le 31 décembre. Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base des comptes intermédiaires, établis au 30 juin 2015.

## **2.4. Elimination des opérations et comptes réciproques**

Toutes les opérations et comptes réciproques ainsi que les profits latents résultant de transactions intragroupe font l'objet d'une élimination dans les comptes consolidés.

Les pertes latentes résultant de transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées et des coentreprises, sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

## **2.5. Méthode de conversion utilisée pour la consolidation des entreprises étrangères**

La filiale Bulgare étant une filiale autonome, la conversion de la monnaie de fonctionnement dans laquelle sont établis ses comptes à l'euro est réalisée selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;
- les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecarts de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

### **3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

#### **3.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires se compose de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intragroupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction des remises ou rabais commerciaux.

Les coûts de transport et de manutention facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires.

#### **3.2. Résultat opérationnel**

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les autres produits et charges opérationnelles sont les produits ou les charges résultant d'événements ou d'opérations clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et qui ne sont pas, en conséquence, censés se reproduire de manière fréquente ni régulière.

#### **3.3. Produits et charges financiers**

Les produits et charges financiers comprennent :

- les charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des autres passifs financiers (y compris dette sur contrat de location financement) et de la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- le résultat de change sur opérations financières.

#### **3.4. Résultats par action**

Les résultats par action sont calculés conformément à la norme IAS 33.

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives. Comme il n'existe pas d'instrument donnant droit à un accès différé au capital de Duc, le résultat net dilué par action est identique au résultat de base par action.

### **3.5. Immobilisations incorporelles**

Conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables, tels que les logiciels, et des droits au bail.

Les principales durées d'utilité retenues sont :

Concessions, brevets, licences	2 à 8 ans linéaire
Autres immobilisations incorporelles	1 à 10 ans linéaire

#### ***Cas particulier des frais de recherche et de développement***

Le Groupe a pour ambition d'améliorer ses processus de fabrication, de maintenir la qualité de ses produits et de répondre aux besoins présents et futurs de sa clientèle. Pour atteindre ces objectifs, il instaure périodiquement des programmes de recherche et développement. Dans le cadre des activités du Groupe, les coûts engagés sont généralement considérés comme des coûts de recherche comptabilisés en charges conformément aux critères établis par la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles.

### **3.6. Immobilisations corporelles**

#### **3.6.1. Généralités**

Conformément à la norme IAS 16 - Immobilisations corporelles, les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan de la manière suivante :

- Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.
- Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur ultérieures). La juste valeur des terrains est déterminée sur la base d'une évaluation à dire d'expert effectuée par des évaluateurs professionnels qualifiés.

Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les subventions liées à des actifs sont présentées au bilan en produits différés qui sont comptabilisés en produits sur une base systématique et rationnelle sur la durée d'utilité de l'actif.

Les actifs sont ventilés par composants, chacun ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Généralement, les valeurs résiduelles sont nulles.

#### **3.6.2. Amortissements des immobilisations corporelles**

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant les méthodes linéaire ou dégressive.

Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Constructions	5 à 67 ans linéaire
Installations et agencements	3 à 50 ans linéaire
Matériel et outillage	3 à 50 ans linéaire, 4 à 15 ans dégressif
Matériel de transport	2 à 4 ans linéaire
Autres immobilisations corporelles	3 à 20 ans linéaire

### **3.6.3. Dépenses ultérieures**

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et l'actif remplacé est éliminé.

Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

## **3.7. Contrats de location**

Conformément à la norme IAS 17 - Contrats de location, les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. Les critères d'évaluation des contrats de location sont fondés sur :

- le rapport entre la durée d'utilité des actifs loués et leur durée de vie ;
- le total des paiements futurs rapporté à la juste valeur de l'actif financé ;
- l'existence d'un transfert de propriété ;
- l'existence d'une option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

### **3.7.1. Comptabilisation des contrats de location-financement**

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs utilisés dans le cadre de contrats location-financement sont comptabilisés en immobilisations corporelles avec pour contrepartie une dette financière. L'actif est comptabilisé à la juste valeur de l'actif loué à la date de commencement du contrat ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux.

### **3.7.2. Comptabilisation des contrats de location simple**

Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charge dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

## **3.8. Autres actifs financiers**

Lorsqu'ils existent, les titres de participation des sociétés non consolidées sont enregistrés à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'estimation si celle-ci est inférieure.

La valeur d'estimation des titres correspond à leur valeur d'utilité pour le Groupe et est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette ré-estimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'estimation est inférieure au coût d'acquisition.

En cas de perte de valeur définitive, le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Le caractère définitif de la perte de valeur est analysé par référence à la valeur estimative, cette dernière étant déterminée sur la base de la quote-part de situation nette, du prix de marché ou des perspectives de rentabilité, après pondération des effets de la détention de ces participations pour le Groupe en termes de stratégie, ou de synergies avec les activités existantes. Cette perte de valeur n'est pas réversible en compte de résultat si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur (le profit latent est alors enregistré dans la composante séparée des capitaux propres mentionnée précédemment).

Les prêts long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La perte de

valeur correspondant à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur d'estimation était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

### **3.9. Décomptabilisation des actifs financiers**

Les actifs financiers tels que définis par la norme IAS 32 sont sortis du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs et qu'il transfère substantiellement tous les risques et avantages liés aux actifs.

### **3.10. Actifs biologiques**

Un actif biologique est un animal ou une plante vivant.

Sont des actifs biologiques :

- Les futurs reproducteurs
- Les reproducteurs (poules pondeuses et mâles reproducteurs)
- Les œufs à couver
- Les volailles de chair

Les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes :

- Les futurs reproducteurs sont valorisés au prix de revient car il n'existe aucune valeur de marché. La production des futurs reproducteurs n'est prévue que sur contrat.
- Les poules pondeuses sont valorisées au coût de revient duquel est retranché le prix de revient de chaque œuf à couver produit par la poule, au prorata du temps, jusqu'à un seuil correspondant au prix du marché de la poule de réforme ; Les mâles reproducteurs ne sont pas valorisés.
- Les œufs à couver sont évalués ainsi :
  - o les œufs en attente d'incubation sont valorisés au prix de œufs acquis à l'extérieur ;
  - o les œufs en incubation sont valorisés au prix des poussins acquis à l'extérieur auquel on applique le taux d'éclosion du mois en cours.
- Les volailles de chair sont évaluées ainsi :
  - o Volaille « 100% végétal » : valorisation au prix du marché ;
  - o Volaille certifiée : valorisation au prix de revient car il n'existe pas de marché pour la volaille certifiée.

Les futurs reproducteurs et reproducteurs constituent des éléments de la filière amont de l'œuf à couver dont le prix de revient est inférieur à son prix de marché. Le facteur déclenchant une éventuelle dépréciation serait la constatation d'un prix de marché de l'œuf à couver qui deviendrait inférieur au prix de revient.

Les sources externes utilisées pour la valorisation des actifs biologiques sont déterminées sur la base des dernières transactions réalisées avec des intervenants extérieurs. Au cas précis, ils sont les suivants :

- Les prix de marché d'œufs à couver au départ du département de l'Yonne.
- Les prix de marché du poulet standard vif dans le département de l'Yonne.

Par ailleurs, nous procédons à des achats à terme afin de couvrir le risque du prix de l'aliment.

### **3.11. Stocks**

Les stocks de matières consommables, pièces détachées et emballages sont évalués selon la méthode F.I.F.O.

Les stocks de produits finis sont évalués au plus bas du prix de revient et du prix du marché, après déduction des coûts de commercialisation.

### **3.12. Créances d'exploitation**

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

### **3.13. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie se décompose en soldes bancaires, placements et équivalents de trésorerie offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois lors de leur acquisition.

Les SICAV sont évaluées au cours du jour correspondant à la date de clôture de l'exercice.

### **3.14. Actions d'autocontrôle**

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

### **3.15. Pertes de valeur des actifs**

Les valeurs comptables des actifs, autres que les stocks, les actifs d'impôts différés et les actifs relatifs aux avantages du personnel, sont revus à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. En cas d'identification de perte de valeur, la valeur recouvrable de l'actif fait l'objet d'une estimation. Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtées à être mises en service, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait l'objet d'une estimation systématique à la clôture de chaque exercice.

Une perte de valeur est comptabilisée dès que la valeur comptable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient excède sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Sur la base de l'évaluation faite par BNP sur les actifs immobiliers en 2014 et celle faite par le cabinet Roux en 2013 sur les biens mobiliers, il n'y a pas de dépréciation d'actifs à comptabiliser

### **3.15.1. Détermination de la valeur recouvrable**

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité. L'estimation de la valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs en fonction d'un taux de croissance avant impôts reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. La valeur recouvrable d'un actif isolé, c'est-à-dire qui ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs, est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle il appartient. La valeur recouvrable des placements détenus jusqu'à leur échéance et des créances correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, déterminée en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des instruments financiers. Les flux de trésorerie liés à des valeurs recouvrables à court terme ne sont pas actualisés.

### **3.15.2. Reprise d'une perte de valeur**

Une perte de valeur comptabilisée les années précédentes est reprise si, et seulement si, il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. Cependant, la valeur comptable d'un actif augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement ou de dépréciation) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

## **3.16. Passifs financiers et instruments dérivés**

### **3.16.1. Evaluation et comptabilisation des passifs financiers**

Les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

Les intérêts courus sur emprunt sont présentés sur la ligne « Partie courante des emprunts à long terme » du bilan.

### **3.16.2. Instruments hybrides et instruments dérivés**

Il n'existe pas d'instruments dérivés dans le Groupe, c'est-à-dire qu'il n'y a aucun instrument financier ou autre contrat présentant les trois caractéristiques décrites au paragraphe 9 de la norme IAS 39 - Instruments financiers, comptabilisation et évaluation.

## **3.17. Gestion des risques**

La politique de DUC est de ne pas opérer sur les marchés à des fins spéculatives. Les instruments financiers utilisés ont pour seul objectif de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

### **3.17.1. Risque de dépendance lié à l'augmentation des prix et à l'éventuelle pénurie des matières premières**

La fluctuation du prix des matières premières qui entrent dans l'alimentation des volailles et qu'il n'est pas toujours possible de répercuter sur les prix de vente peut affecter les résultats de DUC.

C'est pourquoi, pour minimiser le risque, il est procédé à des achats à terme afin de couvrir au maximum les besoins.

Comme nous le faisons depuis plusieurs années, nous essayons d'appréhender les risques pour la durée de la campagne, à l'exception du soja pour lequel des opportunités peuvent apparaître sur des périodes plus longues, soit 18 mois.

Le taux de couverture pour l'achat de nos principales matières premières au 30/06/15 est de 65,75 % de nos besoins estimés pour les douze prochains mois..

Le tonnage total pour ces matières premières est de 129 240 tonnes.

### **3.17.2. Risque de liquidité**

La dette bancaire figurant au passif du bilan de DUC au 30/06/2015 est constituée exclusivement en euros.

Les dettes ne sont pas assorties de « covenants ».

Au vu de la situation financière de la société et de ses fonds propres, la capacité d'accès au crédit est limitée. En conséquence, sa dette financière est faible.

Le Groupe DUC opte pour des modes de financement différents notamment pour le crédit-bail lorsqu'il s'agit de financer des matériels.

Pour le financement de ses besoins en trésorerie, le Groupe fait appel à l'affacturage et à l'escompte.

### **3.17.3. Risque de taux d'intérêts**

Au 30/06/15, la Société DUC ne détient pas d'emprunt à taux variable et elle n'a pas de couverture du risque de taux.

### **3.17.4. Risque de change**

Les risques de change sont quasi inexistant car le marché de DUC est essentiellement concentré sur la zone euro. Les clients du Royaume Uni qui représentaient 0,20% du chiffre d'affaires de DUC sont facturés en livres sterling. DUC ne pratique pas d'achat en devises.

DUC détient des titres de filiales ou participations (DRB) en devises (leva) mais aucun risque de change n'y est associé.

DUC n'a donc pas souscrit de couverture du risque de change.

### **3.17.5. Risque sur actions**

DUC détient, au 30/06/2015, 86 327 actions, représentant 4,63% du capital, pour une valeur totale d'achat de 914 645,80 € et dont la valeur de marché était, à cette date, de 125 578 €.

La sensibilité du résultat de DUC à une baisse de valeur des titres auto-détenus peut donc être aisément estimée puisqu'en lien unique avec le résultat de la société.

### **3.18. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages à long terme**

#### **3.18.1. Régimes de retraite : régimes à cotisations définies**

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées de la manière suivante : les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits qui seront acquis par les salariés au moment de leur départ en retraite. Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié lorsqu'il a suffisamment cotisé pour avoir une retraite à taux plein. L'âge de départ à la retraite est de 62 ans.

Le taux d'actualisation retenu par le Groupe DUC pour le calcul des engagements sociaux au 30/06/2015 est le taux iBoxx corporates AA arrondi à 2% pour les IFC (1,87% au 31/12/14). Conformément aux préconisations de la norme IAS 19, ces taux sont donc proches des taux des obligations long terme sur le marché financier de maturité comparable à la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés du Groupe DUC.

Le taux de revalorisation des salaires retenu par le Groupe DUC est de 0,5% pour les cadres et agents de maintenance, 0,8% pour les employés et ouvriers.

#### **3.18.2. Indemnités de cessation de services**

Les indemnités dues aux mandataires sociaux pour atteinte de la limite d'âge fixée par les statuts ont été provisionnées en prenant en compte les probabilités de présence dans l'entreprise à la date hypothétique du versement. Ces engagements correspondent au versement d'une indemnité en numéraire basée sur la rémunération des mandataires et font l'objet d'une actualisation.

#### **3.18.3. Autres avantages à long terme**

Les médailles du travail sont provisionnées de la manière suivante : les gratifications versées par le groupe sont calculées salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue du versement de la gratification et au prorata des années de travail. Ces engagements font l'objet d'une actualisation.

### **3.19. Provisions**

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, des provisions sont comptabilisées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

### **3.20. Impôts**

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 - Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable et de la conception étendue sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales

(déficits fiscaux inclus). Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne font l'objet de la constatation d'un actif d'impôt différé que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Au bilan, le Groupe compense les actifs et passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de natures d'impôt levées par la même autorité de taxation.

#### 4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2015

RAISON SOCIALE	SIREN	% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation	Résultat net après impôt 30/06/15
DUC, 89 Chailley	722 621 166			Mère	-847
<b>Sociétés consolidées</b>					
CHAROLLES ACCOUVAGE, 89 Chailley	382 094 092	100,00	100,00	IG	24
DRB, Bulgarie		51,00	51,00	IG	66
DROME ACCOUVAGE, 89 Chailley	343 580 981	66,00	66,00	IG	15
NUTRI-BOURGOGNE, 89 Chailley	401 735 352	100,00	100,00	IG	100
FONCIERE DUC, 89 Chailley	448 423 053	100,00	100,00	IG	107
SCEA DE VARENNES, 89 Chailley	384 018 644	99,90	99,90	IG	24
SCI DE VARENNES, 89 Chailley	385 025 440	100,00	100,00	IG	-1

IG : intégration globale

La société Dialzo, dont Duc détient 38.77% du capital, est en liquidation judiciaire. Cette société est déconsolidée depuis le 01/07/09.

## 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2014	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2015
Marques	30				30
Logiciels	1 414				1 423
Droit au bail	60				60
Autres immos incorporelles					
<b>TOTAUX</b>	<b>1 504</b>	<b>34</b>	<b>-25</b>		<b>1 513</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2014	Dotations	Cessions et reprises	Autres mouvements	30/06/2015
Logiciels	801	88	-22		867
Autres immos incorporelles					
<b>TOTAUX</b>	<b>801</b>	<b>88</b>	<b>-22</b>		<b>867</b>

VALEURS NETTES	31/12/2014	30/06/2015
Marques	30	30
Logiciels	613	556
Droit au bail	60	60
Autres immos incorporelles		
<b>TOTAUX</b>	<b>703</b>	<b>646</b>

Il n'y a pas actuellement de programmes de développement figurant dans les immobilisations incorporelles.

## 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

VALEURS BRUTES	31/12/2014	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	30/06/2015
Terrains	2 133				2 133
Terrains en crédit-bail	15				15
Constructions	31 175	133		82	31 390
Constructions en crédit-bail	953				953
Matériel et outillage	19 502	160	-86	57	19 633
Matériel et outillage en crédit-bail	5 131				5 131
Autres immobilisations corporelles	796	48	-140		704
Autres immos corporelles en crédit-bail	59				59
Immobilisations en cours	189	323	-104	-139	269
<b>TOTAUX</b>	<b>59 953</b>	<b>664</b>	<b>-330</b>		<b>60 287</b>

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/12/2014	Dotations	Cessions et reprises	Autres mouvements	30/06/2015
Terrains					
Terrains en crédit-bail					
Constructions	17 794	584			18 378
Constructions en crédit-bail	668	24			692
Matériel et outillage	13 370	565	-81		13 854
Matériel et outillage en crédit-bail	4 276	56			4 332
Autres immobilisations corporelles	629	39	-137		531
Autres immos corporelles en crédit-bail	43	5			48
Immobilisations en cours					
<b>TOTAUX</b>	<b>36 780</b>	<b>1 273</b>	<b>-218</b>		<b>37 835</b>

VALEURS NETTES	31/12/2014	30/06/2015
Terrains	2 133	2 133
Terrains en crédit-bail	15	15
Constructions	13 381	13 012
Constructions en crédit-bail	285	261
Matériel et outillage	6 132	5 779
Matériel et outillage en crédit-bail	855	799
Autres immobilisations corporelles	167	173
Autres immos corporelles en crédit-bail	16	11
Immobilisations en cours	189	269
<b>TOTAUX</b>	<b>23 173</b>	<b>22 452</b>

Les terrains sont comptabilisés conformément à la méthode de la réévaluation, soit à leur montant réévalué (à savoir leur juste valeur à la date de la réévaluation, diminuée du cumul des pertes de valeur).

## 7. AUTRES ACTIFS NON COURANTS

VALEURS BRUTES	31/12/2014	Acquisitions	Cessions	Variation de périmètre	30/06/2015
Titres de participation non consolidés	143				143
Prêts et autres immos financières	1 978	113			2 091
<b>TOTAUX</b>	<b>2 121</b>	<b>113</b>			<b>2 234</b>

  

PROVISIONS	31/12/2014	Dotations	Reprises	Variation de périmètre	30/06/2015
/ Titres de participation non consolidés	143				143
/ Prêts et autres immos financières					
<b>TOTAUX</b>	<b>143</b>				<b>143</b>

  

VALEURS NETTES	31/12/2014	30/06/2015
Titres de participation non consolidés		
Prêts et autres immos financières	1 978	2 091
<b>TOTAUX</b>	<b>1 978</b>	<b>2 091</b>

Les titres de participation correspondent à ceux de la société Dialzo dont Duc détient 38.77% du capital. Cette société, en liquidation judiciaire, est déconsolidée depuis le 01/07/09. Les titres sont intégralement dépréciés dans DUC.

Au poste prêts et autres immobilisations financières figure le fonds de garantie de l'affacturage qui représente 7% de l'encours clients cédé.

## 8. IMPOTS DIFFERES

Les impôts différés sont présentés en nets cumulés par entité fiscale.

Au 30/06/2015, aucun impôt différé n'a été activé sur les déficits du groupe fiscal Duc.

Aucun impôt différé actif n'est comptabilisé et tout impôt différé qui est présenté en « Other comprehensive income » trouve sa contrepartie en résultat.

Le montant des impôts différés potentiellement activables au titre des déficits reportables s'élève à 14 903 K€, correspondant à un stock de déficits reportables de 44 708 K€. Il s'élevait, au 31/12/14, à 14 413 K€, correspondant à un stock de déficits reportables de 43 240 K€.

## 9. ACTIFS BIOLOGIQUES

VALEURS BRUTES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Futurs reproducteurs	420	446	627
Reproducteurs	845	825	677
Œufs à couver	509	711	424
Volailles de chair	5 494	5 152	4 912
<b>TOTAUX</b>	<b>7 268</b>	<b>7 134</b>	<b>6 640</b>

Les actifs biologiques ne font l'objet d'aucune dépréciation.

## 10. STOCKS

VALEURS BRUTES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Matières premières et approvisionnements	5 333	5 531	5 742
Produits finis	5 036	4 214	4 974
<b>TOTAUX</b>	<b>10 369</b>	<b>9 745</b>	<b>10 716</b>

PROVISIONS	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Matières premières et approvisionnements	7	2	12
Produits finis	999	710	653
<b>TOTAUX</b>	<b>1 006</b>	<b>712</b>	<b>665</b>

VALEURS NETTES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Matières premières et approvisionnements	5 326	5 529	5 730
Produits finis	4 037	3 504	4 321
<b>TOTAUX</b>	<b>9 363</b>	<b>9 033</b>	<b>10 051</b>

## 11. CREANCES

### 11.1. Détail des créances

VALEURS BRUTES	30/06/2015	30/06/2014 *	31/12/14 *
Clients	21 200	21 663	21 591
Clients douteux	162	136	146
Créances fiscales et sociales	5 086	4 660	5 373
Avances et acomptes versés sur commandes	461	364	643
Charges constatées d'avance	320	417	216
Autres créances d'exploitation	1 108	1 117	1 858
Actif d'impôt exigible		69	3
<b>TOTAUX</b>	<b>28 337</b>	<b>28 426</b>	<b>29 830</b>

PROVISIONS	30/06/2015	30/06/2014 *	31/12/14 *
Provision sur clients douteux	152	128	137
Provisions sur autres créances d'exploitation	24	29	24
<b>TOTAUX</b>	<b>176</b>	<b>157</b>	<b>161</b>

VALEURS NETTES	30/06/2015	30/06/2014 *	31/12/14 *
Clients	21 200	21 663	21 591
Clients douteux	10	8	9
<i>Sous-total Clients et comptes rattachés</i>	<i>21 210</i>	<i>21 671</i>	<i>21 600</i>
Créances fiscales et sociales	5 086	4 660	5 373
Avances et acomptes versés sur commandes	461	364	643
Charges constatées d'avance	320	417	216
Autres créances d'exploitation	1 084	1 087	1 834
<i>Sous-total Autres actifs courants</i>	<i>6 951</i>	<i>6 528</i>	<i>8 066</i>
Actif d'impôt exigible		69	3
<b>TOTAUX</b>	<b>28 161</b>	<b>28 268</b>	<b>29 669</b>

\* Les données comparatives 2014 ont été retraitées de l'application rétrospective d'IFRIC 21 « Taxes prélevées par une autorité publique », applicable au 1er janvier 2015

### 11.2. Echéancier des créances

Toutes les créances ont une échéance à moins d'un an.

## 12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

### 12.1. Décomposition de la trésorerie brute

VALEURS BRUTES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Comptes à terme et actions		74	
Disponibilités	428	314	331
<b>TOTAUX</b>	<b>428</b>	<b>388</b>	<b>331</b>

### 12.2. Décomposition de la trésorerie nette / Rapprochement de la trésorerie nette avec la trésorerie du tableau des flux de trésorerie

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Trésorerie brute	428	388	331
Dettes financières à court terme (découverts bancaires)	-19 039	-20 415	-19 015
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-18 611</b>	<b>-20 027</b>	<b>-18 684</b>

## 13. CAPITAL SOCIAL

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Nombre de titres	1 862 888	1 862 688	1 862 888
Valeur nominale (en euros)	4,00	4,00	4,00
<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>7 451 552</b>	<b>7 450 752</b>	<b>7 451 552</b>
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	86 327	86 327	86 327
<b>Nombre d'actions en circulation</b>	<b>1 776 561</b>	<b>1 776 361</b>	<b>1 776 561</b>

Aucune distribution de dividende relative à l'exercice 2014 n'est prévue en 2015.  
Il n'y a eu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

## 14. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### 14.1. Variation des provisions court terme et long terme

	PROVISIONS LONG TERME				PROVISIONS COURT TERME			
	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour médailles du travail	Provisions pour autres avantages long terme	TOTAL	Provisions pour litiges prud'hommaux	Provisions pour arendes et pénalités	Autres provisions pour risques et charges	TOTAL
Valeur au 31/12/2014	4 260	257	37	4 554	115	10		125
Augmentation des provisions	50	12		62	35			35
Montants repris non utilisés					-18			-18
Montants repris utilisés								
Variation par capitaux propres	-63	-15		-78				
Valeur au 30/06/15	4 247	254	37	4 538	132	10		142

### 14.2. Variation des provisions pour indemnités de départ en retraite

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
<b>Montant de la provision à l'ouverture de la période</b>	<b>4 260</b>	<b>4 420</b>	<b>4 420</b>
Gains ou pertes actuariels générés	-63	446	-269
<b>Other Comprehensive Income</b>	<b>-63</b>	<b>446</b>	<b>-269</b>
Coût des services	112	139	126
Coût net d'intérêt sur la provision	41	73	146
Prestations payées par l'employeur	-103	-90	-163
<b>Impact sur le résultat</b>	<b>50</b>	<b>122</b>	<b>109</b>
<b>Montant de la provision à la clôture de la période</b>	<b>4 247</b>	<b>4 988</b>	<b>4 260</b>

## 15. PASSIFS FINANCIERS

### 15.1. Endettement net

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Emprunts et dettes financières à long terme	33	49	50
Partie courante des dettes financières à long terme	460	1 341	497
Autres passifs non courants *	2	2 002	2
Dettes financières à court terme	20 733	20 415	20 473
<b>Dettes financières</b>	<b>21 228</b>	<b>23 807</b>	<b>21 022</b>

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Dettes financières	21 228	23 807	21 022
Trésorerie active	428	388	331
<b>Endettement net</b>	<b>20 800</b>	<b>23 419</b>	<b>20 691</b>

\* Au 30/06/14, les autres passifs non courants comprenaient le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€.

Taux d'emprunt à long terme (fixe) : 5,30%

Taux d'emprunt à court terme (fixe) : Euribor 3 mois + 0,95%

## 15.2. Echéance des passifs financiers

	Montant	A 1 an au plus				Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
		< 1 mois	Entre 1 et 3 mois	> 3 mois	Sous-total		
Emprunts auprès des éts de crédit à plus d'un an à l'origine à un an maximum à l'origine	440 20 733		4 19 039	436 1 694	440 20 733		
Dettes financières de crédit-bail	53	3	6	11	20	33	
Autres passifs non courants	2					2	
	<b>30/06/2015</b>	<b>21 228</b>	<b>19 042</b>	<b>10</b>	<b>2 141</b>	<b>21 193</b>	<b>35</b>
	<b>30/06/2014</b>	<b>23 807</b>	<b>20 473</b>	<b>46</b>	<b>100</b>	<b>20 619</b>	<b>3 188</b>
	<b>31/12/2014</b>	<b>21 022</b>	<b>19 039</b>	<b>14</b>	<b>1 909</b>	<b>20 962</b>	<b>60</b>

Dans les emprunts auprès des établissements de crédit est inclus l'affacturage pour un montant de 16 968 K€ (18 046 K€ au 31/12/14).

A l'actif du bilan, l'affacturage reste inscrit en comptes clients car la gestion du poste clients est conservée par la société DUC.

La mise en place de l'affacturage constitue un moyen de financement des besoins de trésorerie, la quasi-totalité du poste client Duc est cédée (de même qu'au 31/12/2014).

Les charges financières s'élèvent, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 à 146 K€ et les commissions d'affacturage sur la même période sont de 50 K€.

## 16. AUTRES PASSIFS COURANTS

### 16.1. Détail des autres passifs courants

	<b>30/06/2015</b>	<b>30/06/2014</b>	<b>31/12/2014</b>
Dettes fiscales et sociales	20 359	18 021	20 216
Produits différés *	907	904	1 221
Autres dettes courantes **	3 006	1 899	3 667
<b>TOTAUX</b>	<b>24 272</b>	<b>20 824</b>	<b>25 104</b>

\* Les produits différés correspondent à des subventions sur immobilisations

\*\* Les autres passifs courants comprennent le compte courant CECAB à hauteur de 2 000 K€ au 30/06/2015 et 31/12/14. Ce compte-courant était comptabilisé en « Autres passifs non courants » au 30/06/14.

## 16.2. Echéancier des autres passifs courants

	Montant	A 1 an au plus	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes fiscales et sociales	20 359	9 106	7 739	3 514
Produits différés*	907	127	504	276
Autres dettes courantes**	3 006	3 006		
<b>30/06/2015</b>	<b>24 272</b>	<b>12 239</b>	<b>8 243</b>	<b>3 790</b>
30/06/2014	20 759	19 933	483	343
31/12/2014	25 458	24 390	607	461

\* Les produits différés correspondent à des subventions sur immobilisations.

\*\* Au 30/06/14, les autres passifs non courants comprennent le compte courant bloqué CECAB à hauteur de 2 000 K€, lequel est comptabilisé en « Autres passifs courants » au 30/06/15 et 31/12/14.

La part échue des dettes fiscales et sociales s'élèvent à 12 214 K€ (11 827 K€ au 31/12/2014).

Les pénalités, estimées à 1 109 K€ (860 K€ au 31/12/2014), relatives aux dettes sociales et fiscales échues n'ont pas été provisionnées car DUC en demandera une remise totale.

## 17. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATIONS NETTES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Variations des actifs biologiques	628	187	-306
Variation des stocks	-688	-480	537
Variation des clients	-390	-817	-888
Variation de l'actif d'impôt exigible	-3	2 282	-65
Variation des autres actifs courants	-1 115	-215	3 775
Variation des fournisseurs	589	-444	-2 482
Variation des passifs d'impôt courants	-362	-1 260	-1 712
Variation des autres passifs courants	832	-5 222	-7 702
<b>TOTAUX</b>	<b>-509</b>	<b>-5 969</b>	<b>-8 843</b>

## 18. INFORMATION SECTORIELLE, PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Spécialiste de la volaille de qualité, Duc propose une gamme complète et variée de volailles (poulets et dindes) label rouge, certifiées et standards. Le Groupe est notamment un opérateur national référencé sur une large gamme de produits élaborés à partir de volaille (poulet ou dinde).

La nature des procédés utilisés, les catégories de clients (libre service, rôtisseries et grossistes) auxquels sont destinés les produits, et les méthodes de distribution utilisées sont identiques quel que soit le type de volailles.

De plus, Duc dispose d'un département commercial unique basé sur le site de Chailley qui a la responsabilité de commercialiser l'ensemble de la gamme auprès de nos clients.

Il n'existe donc qu'un secteur d'activité au sein du Groupe : la transformation et la commercialisation de produits à base de volaille.

Par ailleurs, toutes les activités du Groupe sont implantées en France et les marchés sont principalement localisés en France (plus de 90%). En conséquence, le secteur géographique est unique et se limite au territoire national.

## 19. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

ZONES GEOGRAPHIQUES	France	Export	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Production vendue de biens	82 516	8 242	90 758	92 349	183 998
Prestations de services	1 097		1 097	1 149	2 280
Ventes de marchandises	597		597	253	867
Frais de publicité	-843		-843	-940	-1 829
<b>TOTAUX</b>	<b>83 367</b>	<b>8 242</b>	<b>91 609</b>	<b>92 811</b>	<b>185 316</b>

ZONES GEOGRAPHIQUES EN % DU CHIFFRE D'AFFAIRES	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
France	94,0%	97,1%	97,0%
Bénélux	1,5%	1,3%	1,5%
Autres	4,5%	1,6%	1,5%
<b>TOTAUX</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## 20. ACHATS CONSOMMÉS

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Achats de mat. prem. et autres approv.	44 580	45 338	91 188
Achats non stockés de matières et fourn.	968	1 797	3 216
Achats de marchandises	1 196	235	856
<b>TOTAUX</b>	<b>46 744</b>	<b>47 370</b>	<b>95 260</b>

## 21. CHARGES EXTERNES

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Sous traitance	1 022	974	1 923
Locations	510	629	1 132
Entretiens et réparations	2 330	2 246	4 715
Primes d'assurance	254	231	464
Personnel extérieur	3 732	3 395	6 898
Transports de biens	6 658	6 759	13 701
Déplacements, missions et réceptions	122	130	244
Autres services extérieurs	11 256	11 531	23 385
<b>TOTAUX</b>	<b>25 884</b>	<b>25 895</b>	<b>52 462</b>

Au 30/06/2015, les autres services extérieurs comprennent notamment les rémunérations des éleveurs pour 7 421 K€ (15 327 K€ au 31/12/2014) et le façonnage confié à des prestataires (abattage des dindes, ...) pour 1 867 K€ (4 061 K€ au 31/12/2014).

## 22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Sur immobilisations incorporelles	88	68	144
Sur immobilisations corporelles	1 273	1 201	2 455
<b>TOTAUX</b>	<b>1 361</b>	<b>1 269</b>	<b>2 599</b>

## 23. PERSONNEL

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Salaires et traitements	11 889	12 100	24 071
Charges sociales	4 535	4 733	9 164
<b>TOTAUX</b>	<b>16 424</b>	<b>16 833</b>	<b>33 235</b>

Le CICE a été comptabilisé en moins des charges sociales pour 613 K€ au 30/06/15.

## 24. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Prix de cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	104	5	225
Reprise en résultat des subventions	60	39	142
Autres produits d'exploitation	121	150	405
<b>TOTAUX</b>	<b>285</b>	<b>194</b>	<b>772</b>

## 25. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	115	135	351
Autres charges d'exploitation	208	194	962
<b>TOTAUX</b>	<b>323</b>	<b>329</b>	<b>1 313</b>

## 26. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES

Les autres charges opérationnelles comprennent les honoraires liés à la restructuration pour 116 K€.

## 27. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Intérêts bancaires	292	271	503
Intérêts liés aux dettes de crédit-bail	1	10	16
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT</b>	<b>293</b>	<b>281</b>	<b>519</b>

## 28. RESULTATS PAR ACTION

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
<i>Numérateur (en milliers d'euros)</i>			
Résultat net part du Groupe	-1 373	-2 483	-3 842
<i>Dénominateur (en milliers d'actions)</i>			
Nombre moyen d'actions de base	1 776	1 776	1 776
Nombre d'actions potentielles dilutives	1 776	1 776	1 776
Nombre moyen d'actions dilué			
<b>RESULTAT PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-0,77</b>	<b>-1,40</b>	<b>-2,16</b>
<b>RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)</b>	<b>-0,77</b>	<b>-1,40</b>	<b>-2,16</b>

Au 30/06/2015, le capital est composé de 1 862 688 actions de 4,00 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Le nombre d'actions en circulation correspond à l'écart entre le nombre d'actions composant le capital, soit 1 862 688 actions et le nombre d'actions en autocontrôle, soit 86 327 actions. Il s'élève donc au 30/06/2015 à 1 776 361 actions.

## 29. ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES

	30/06/2015	30/06/2014	31/12/2014
Intérêts sur emprunts non échus	20	27	30
<b>TOTAUX</b>	<b>20</b>	<b>27</b>	<b>30</b>

## 30. PARTIES LIEES

Les comptes consolidés incluent les opérations effectuées par le groupe avec les sociétés qui détiennent son capital.

Les échanges avec les sociétés membres du Groupe Verneuil, détenteur du capital de DUC, sont des flux financiers.

La convention de trésorerie entre DUC et VERNEUIL Participations signée en avril 2005 est renouvelée tous les ans par tacite reconduction. Le taux de rémunération est Euribor +0.5 avec un plafond de 3 000 K€. Le solde du compte courant au 30/06/2015 est de 60 K€.

Une convention de compte courant bloqué a été signée avec la CECAB le 22 avril 2008 pour une somme de 2 millions d'euros bloqués pendant une période de 7 ans minimum. Ce compte courant est non rémunéré pendant cette période. L'encours fournisseur avec la CECAB est de 9,2 M€ (9,45 M€ au 31/12/14). Les charges liées à l'activité sont de 12 288 K€ (24 817 K€ au 31/12/14), et les charges financières sont de 69 K€ (129 K€ au 31/12/14) Des intérêts de compte courant sont calculés depuis le 22/04/15 et s'élèvent à 9 K€ sur le semestre (taux de 2.51%).

## **31. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS**

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf note 15).

Le tribunal de commerce de Périgueux a mandaté, à la demande de l'administrateur judiciaire en charge du dossier DIALZO, un expert judiciaire qui souhaite des informations concernant les mouvements de titres DIALZO et des prétendus engagements d'achats de graines de soja extrudé qui n'auraient pas été éventuellement tenus par DUC. Aucune demande contentieuse n'a été formulée à ce jour.

## **32. JETONS DE PRESENCE**

Des jetons de présence vont être versés aux quatre membres non salariés du conseil d'administration pour un montant de 20 K€ au total (15 K€ au 31/12/14).

## **33. EVENEMENTS POST-CLOTURE**

Le protocole de conciliation homologué le 29 juillet 2015 comporte plusieurs volets essentiels :

- Etalement des dettes fiscales et sociales de l'entreprise sur 7 ans avec des remboursements progressifs.
- Abandons de créances partiels de CECAB et du Groupe AVRIL pour un montant global de 2 187 K€ qui seront intégrés dans les comptes du 31/12/2015.
- Augmentation de capital :
  - en numéraire de 2,5 M€ au plus tard dans les 3 mois suivant l'homologation,
  - en incorporation de comptes courants pour un montant maximum de 2 M€.

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS

---

Exponens synergie-Audit  
20, rue Brunel  
75017 Paris

Deloitte & Associés  
185, avenue Charles-de-Gaulle  
B.P. 136  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**DUC**  
Société Anonyme  
Grande Rue  
89770 CHAILLEY

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2015**

Comptes consolidés condensés  
Période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DUC, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- La note « 1.6.2. Comparaison des comptes » de l'annexe précise l'incidence du changement de méthode comptable lié à la première application d'IFRIC 21 ainsi que les effets de la réévaluation des terrains intervenue en 2014.
- Les notes « 1.2.1. Généralités », « 1.6.4. Continuité d'exploitation » et « 33. Evènement post clôture » de l'annexe précisent les hypothèses permettant d'assurer la continuité d'exploitation du Groupe DUC.
- La note « 16.2. Echéancier des autres passifs courants » de l'annexe précise les raisons pour lesquelles les pénalités estimées relatives aux dettes fiscales et sociales échues au 30 juin 2015 n'ont pas fait l'objet d'un provisionnement.

## 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

A l'exception des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 octobre 2015

Les Commissaires aux Comptes

Exponens Synergie-Audit

Deloitte & Associés

Nathalie Lutz

Michel Bachette-Peyrade

Vincent Blestel